

EVELYNE GAYME

Prisonniers de guerre

*Vivre la captivité
de 1940 à nos jours*



Prisonniers de guerre

*Vivre la captivité
de 1940 à nos jours*

À Andrée et à Roland

ISBN : 978-2-84952-988-1
© Éditions Imago, 2019
7 rue Suger, 75006 Paris
Tél : 01-46-33-15-33
info@editions-imago.fr
www.editions-imago.fr

EVELYNE GAYME

Prisonniers de guerre

*Vivre la captivité
de 1940 à nos jours*



AUZAS ÉDITEURS

IMAGO

REMERCIEMENTS

*À Marie-Françoise et Laurent, mes relecteurs pointilleux,
avisés et bienveillants,*

*À Sophie, Laurent, Isabelle, Raphaëlle, Monique, Marie-France,
Françoise, Mireille, Claire, Bernard, Brigitte, Elisabeth, Bernard
et Dominique, pour leur soutien,*

À toutes celles et à tous ceux que j'ai rencontrés pour ce travail.

La liste des acronymes se trouve en fin d'ouvrage, p. 307.

Introduction

« Nous sommes quelques Français, un million environ, qui aurons bien payé leur part à la nation et lorsque nous serons de retour, un jour, on se moquera bien de notre gueule¹ ! »

Ce prisonnier de guerre ne pouvait bien sûr pas se douter qu'il faisait erreur. Sitôt la Seconde Guerre mondiale achevée, des chercheurs s'emparent de la captivité. Non pour témoigner mais pour constituer un savoir, pour expliquer. Ces anciens captifs, en rédigeant des thèses de doctorat sur des sujets précis, mettent à distance les années qu'ils viennent de vivre pour dégager une vérité commune sur la captivité. Jean Viau soutient en 1948 une thèse de doctorat ès lettres, *La Psychologie du prisonnier* ; Maurice Bretonnière rédige un doctorat en droit en 1949, *L'Application de la Convention de Genève aux prisonniers français en Allemagne durant la Deuxième Guerre mondiale*. Dans les années 1950, des articles et des livres lancent les recherches historiques : Jean Debris rédige en 1950, pour la *Revue d'histoire du théâtre*, un article intitulé « Le théâtre en captivité » ; Claude Bellanger et Roger Debouzy expliquent, en 1951, l'histoire des journaux des camps dans leur ouvrage, *La Presse des barbelés* ; l'abbé Flament soutient, en 1956, sa thèse principale, *La Vie à l'Oflag II D-II B*, et sa thèse secondaire, *Vitalité chrétienne et Pratique religieuse à l'Oflag II D-II B*. Dès 1951, le « Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale », créé par le gouvernement, s'attelle à la rédaction de l'histoire de la guerre, incluant la captivité. La *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, émanation du Comité, consacre des articles au « rôle des prisonniers de guerre dans l'économie du III^e Reich² » ou aux « Organismes français chargés des prisonniers de guerre sous le gouvernement de

Vichy³ ». La première histoire de la captivité paraît sous la plume de Pierre Gascar. Il n'est pas historien mais, pour rédiger son *Histoire de la captivité des Français en Allemagne*, en 1967⁴, il fait œuvre d'historien en diversifiant et en recoupant ses sources. Au milieu des années 1970, à l'instigation d'Yves Durand, les premiers mémoires de maîtrise réalisés par des chercheurs qui ne sont pas d'anciens captifs apparaissent, sous la direction de Jacques Droz, ancien prisonnier de guerre évadé, et professeur à Paris I-Sorbonne : Philippe Goldmann rédige, en 1975, *La Propagande allemande auprès des prisonniers de guerre à travers le Trait d'Union* ; Nicole Bonnin publie *L'Image du prisonnier de guerre dans l'opinion publique pendant la captivité*, de même que Gérard Boyer avec *Les Prisonniers de guerre du Loiret et leur famille, 1940-1945*. Après la parution du livre d'Yves Durand⁵, les travaux d'historiens se multiplient durant les années 1980 à 2010, concernant l'histoire de la Fédération⁶, les femmes de prisonniers⁷, la captivité sous un angle comparatif⁸ et culturel⁹, militaire et stratégique¹⁰, l'image des prisonniers de guerre¹¹, les prisonniers indigènes¹². L'ouverture des archives soviétiques enrichit les recherches sur la captivité¹³.

Dès la « drôle de guerre », des soldats écrivent pour passer le temps et tiennent un journal de ce qu'ils vivent. Beaucoup gardent cette habitude en captivité et confient à des carnets ou à des cahiers leur vie quotidienne, les activités, leurs repas, leurs angoisses, leurs petites joies aussi comme la réception d'une lettre ou d'un colis. Après leur libération, nombre d'entre eux publient leur expérience de la captivité. Du moins une partie de leur expérience car ils ne peuvent pas raconter leur humiliation d'avoir été vaincus, eux qui appartenaient à la première armée du monde. Ils ne peuvent pas dire non plus leur crainte qu'on les considère comme de mauvais combattants, surtout en comparaison des Poilus de la Grande Guerre. Ils taisent le travail obligatoire pour les hommes de troupe, effectué pour le compte des Allemands, qui leur évoque l'esclavage ou les travaux forcés ; l'ennui pour les officiers, attendant dans les camps leur libération sans savoir quand elle interviendrait. Mais ils valorisent certains moments ou certaines attitudes : leur entente, même si elle est souvent idéalisée ; leur participation à des loisirs témoignant d'un moral intact ; leur roublardise face à leurs gardiens, les tentatives d'évasion. Ils enjolivent parce qu'ils considèrent que c'est le seul moyen d'intéresser à leur captivité ceux qui ne l'ont pas vécue. D'anciens captifs, Georges Hyvernaud¹⁴, Henri

Calet¹⁵, très minoritaires, racontent tout ce qu'ils ont vécu, mais ne sont pas entendus. La majorité ne consigne rien, ne parle pas à la famille parce que la captivité a été faite de travail, de privations, d'attentes, mais de rien d'impressionnant selon eux. Comme tous les Français, ils veulent se tourner vers l'avenir, non pas en oubliant la captivité, mais en l'occultant. Ce faisant, ils n'ont pas conscience que leur famille aussi a vécu la captivité.

À partir des années 1980, les anciens prisonniers entrent dans l'âge de la retraite et sortent du silence. Ils disposent de plus de temps pour parler à leurs petits-enfants plus réceptifs que leurs enfants, ou pour écrire. Ces livres, parfois publiés à compte d'auteur par des hommes peu familiers de ce mode d'expression, montrent le poids de leur détermination à témoigner. Ils sont, comme par ceux de l'immédiat après-guerre, centrés sur leur captivité, parfois sur leur capture et leur libération. Jean-Louis Crémieux-Brilhac est témoin de la guerre et de la captivité, puisqu'il fut détenu notamment au *Stalag II B*, avant de s'enfuir vers l'U.R.S.S. qui le détient quelques mois avant qu'il puisse, en 1941, rallier la Grande-Bretagne et s'engager dans les Forces françaises libres. À partir des années 1990, il profite de sa retraite pour entreprendre des recherches sur la Seconde Guerre mondiale, devenir historien, et publie, en 2004, *Prisonniers de la liberté. L'odyssée des 218 évadés par l'U.R.S.S. 1940-1941*¹⁶, qui décrit et explique son expérience de la captivité.

À partir des années 2010, des enfants ou petits-enfants entreprennent de faire découvrir au public des archives au sujet de leur aïeul ancien prisonnier de guerre. Il ne s'agit pas là d'un phénomène anecdotique circonscrit à quelques familles, ni d'une entreprise facile à réaliser. Les sources ont été décryptées, lues, annotées avec soin, contextualisées, nécessitant un travail de recherche souvent difficile pour des amateurs. Le moyen de diffusion a été réfléchi : un livre le plus souvent, comme l'ont fait Marie-Claude Angot¹⁷, Francine David-Paponnaud¹⁸ ou Alain Briottet¹⁹, Jean-Pierre Duhard²⁰, Laurent Gerra²¹, ou Henri Noguéro²². Certains utilisent un support qui leur est familier car lié à leur profession : Florent Silloray²³, Jacques Tardi²⁴, Kris²⁵ utilisent la bande dessinée. Éric Cénat, historien, acteur et metteur en scène, crée un spectacle avec sa mère Marie-Françoise, professeur d'histoire, une lecture théâtralisée des lettres que le père de Marie-Françoise Cénat écrivit à sa femme. Certains choisissent de réaliser un documentaire : ainsi

Samuel Debard, dentiste de métier, réalisateur de *1940 : des oubliés de l'histoire*²⁶ qui évoque en première partie les combats menés par le 14^e Zouaves, dont son père était l'un des officiers et, en seconde partie, la captivité en *Oflag* et la libération. Il leur a fallu contourner des difficultés techniques et financières non négligeables, qu'il s'agisse de trier les archives, de rédiger, de trouver un imprimeur, une salle de spectacle ou d'obtenir les droits de tournage.

Ces sources nouvelles ainsi dévoilées présentent une différence considérable avec les ouvrages des anciens prisonniers de la fin de la guerre jusqu'aux années 1980 : ils font intervenir la famille. Les parents, la femme, les enfants, les grands-parents, les tantes, les oncles, les neveux et nièces accompagnent la captivité. Les collègues de travail apparaissent également, les voisins, les connaissances, les camarades de classe, les amis de la famille qui, parfois, ne connaissent pas directement le prisonnier. Toute la société française se retrouve ainsi reliée à la captivité. Et en élargissant encore la perspective, on peut aussi intégrer le gouvernement qui prend des mesures pour aider les prisonniers et leurs familles et en profite pour les instrumentaliser, ainsi que les Français, sans aucun lien avec les prisonniers, qui néanmoins lisent les affiches, vont aux spectacles pour soutenir les captifs et participent aux collectes. Vivre la captivité a été, pendant la Seconde Guerre mondiale, le lot de 40 millions de Français.

Ces sources nouvelles montrent également que la captivité ne s'arrête pas à la Libération, mais concerne, près de soixante-dix ans après les faits, les descendants des prisonniers. Souvent, la captivité n'est pas une découverte pour la famille, qui s'aperçoit cependant qu'elle ne savait pas grand-chose et/ou qu'elle ne s'y était pas intéressée :

« Mon grand-père était né en 1914 [...] ce qui veut dire qu'en 1940 [...], il était mûr pour aller se faire tuer. Il ne se fit pas tuer, mais il fut blessé, capturé, et envoyé dans un *Oflag* en Westphalie. [...] Puis il fit son retour à Amiens où il reprit la quincaillerie de son père [...], rencontra ma grand-mère, l'épousa, lui fit six enfants, se tut. Il ne parlait *jamais* de la guerre : elle lui avait coûté l'œil droit (il lui restait le gauche), le genou gauche (il lui restait le droit) et surtout sa jeunesse (et cela, vois-tu, disait-il, après trois années passées sous le drapeau puis cinq autres sous les verrous, il ne m'en restait rien).

De lui, je n'ai que quelques souvenirs, qui n'ont pourtant rien de bien

mémorable, mais qui manifestement le furent dans l'esprit d'un enfant [...] un livre, un seul, un exemplaire des *Contes de la bécasse* édité à Vienne, jauni, tacheté, corné, et sur la première page duquel, en guise d'*ex-libris*, il a laissé cette annotation : "Lu en captivité." De nos conversations je ne me rappelle rien, ou si peu. Je sais pourtant qu'il y en eut ; je ne sais pas ce qu'elles furent ; je sais qu'elles ne furent pas sur la guerre²⁷. »

La famille découvre alors l'ancien prisonnier sous un jour nouveau et comprend des attitudes restées jusqu'alors sans réponse :

« Notre grand-père devait être spécial, puisque nous ne l'appelions pas Papi, comme il aurait été normal de le faire dans les années 70. Nous l'appelions par son prénom, pire encore par un diminutif très familier. Dédé est un surnom sympathique. Ça le rendait humain. [...]

J'avais neuf ans quand il est décédé d'un cancer. Il était encore jeune. Il n'avait que soixante-quatre ans. J'ai toujours pensé qu'il était tombé malade à cause de sa forte consommation de gitanes-maïs. N'existait-il pas un autre motif moins trivial à sa mort précoce ? Je ne lui ai jamais posé la question.

Pourquoi fumait-il cette marque de cigarettes empestant une pièce à la vitesse de la lumière ? Où avait-il pris l'habitude de fumer du tabac brun ? Je ne lui ai jamais posé la question. J'allais lui acheter ses clopes sans demander mon reste.

Pourquoi se cachait-il comme un gosse pour ce plaisir, semble-t-il illicite ? J'ai toujours cru qu'en raison de sa maladie et de l'interdiction médicale, il camouflait ses méfaits, tel un collégien, dans les toilettes de sa maison de la banlieue de Rennes, pour ne pas effrayer sa femme, Paulette. Y avait-il une autre excuse pour dissimuler cet interdit ? Je ne lui ai jamais posé la question. [...]

Pourquoi nous criait-il dessus lorsque nos jeux devenaient trop bruyants ? Nous l'observions si médusés que nos meilleurs coups au mikado perdaient de leur importance. Je ne lui ai jamais posé la question.

Pourquoi passait-il tant de temps à faire de l'exercice physique à heure fixe, vêtu de son jogging vert ? Je ne lui ai jamais posé la question.

Pourquoi craignait-il de voyager ? [...] je ne lui ai pas posé la question vis-à-vis de son angoisse face à un déplacement inhabituel. [...]

Tant de questions sans réponse... Il a dû en vivre des événements

dans sa jeunesse qui ont forgé ce qu'il était à nos yeux. Heureusement que les lettres qu'il a écrites, pendant sa captivité, à ma petite mamie, à Paulette, ont été redécouvertes. On en sait un peu plus à propos de cet officier, à propos de ce directeur d'école [...] ²⁸. »

Une série de questions se pose alors : comment expliquer cet intérêt soudain et partagé pour beaucoup de familles d'anciens prisonniers de guerre ? Pourquoi agissent-elles pour diffuser leurs archives maintenant ? Tous les descendants nous disent : « Il fallait le faire. » Quels sont les buts recherchés ? Que nous disent-ils de la société actuelle ? Les livres sont acceptés par les éditeurs, le spectacle de la famille Cénat est joué devant des publics très variés depuis 2012, le documentaire de Samuel Debard a été projeté dans de nombreuses villes avec des comptes rendus dans la presse locale ²⁹. Il y a un intérêt pour la captivité. Une telle curiosité s'est-elle déjà manifestée depuis 1945 ou bien faut-il la relier à la notion du devoir de mémoire ³⁰ diffusée ces dernières années, concernant des groupes jusqu'alors négligés ?

Dans sa leçon inaugurale pour le Collège de France, le 1^{er} décembre 1950, Fernand Braudel, ancien prisonnier de guerre, soulignait l'importance de l'histoire anonyme, profonde et souvent silencieuse et appelait de ses vœux sa prise en compte, insistant sur la nécessité d'entrecroiser histoire individuelle et histoire collective. En s'appuyant sur les écrits des prisonniers, sur le travail de transmission des descendants et sur les sources très riches et souvent inédites qu'ils ont rassemblées à travers des livres, des documentaires, des blogs, sur les témoignages qu'ils ont accepté de nous fournir, en éclairant ces sources grâce aux archives du Service Historique de la Défense, des Archives nationales, de la « Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre », en se référant à des travaux ultérieurement menés et sur des ouvrages d'historiens, nous allons tenter d'apporter un éclairage nouveau sur la société française, en étudiant l'impact de la captivité sur le prisonnier, sur sa famille, sur la société, de 1940 à nos jours.

Première partie
LA CAPTIVITÉ

CHAPITRE I

Capturés !

Au moment où la guerre éclate, le 3 septembre 1939, l'armée française est considérée comme la première du monde et pas seulement par les Français. C'est dire si la captivité de près de 2 millions de soldats sur un peu plus de 5 millions de militaires mobilisés constitue un choc considérable pour les militaires, pour les politiques et pour l'opinion publique. Pour bien le comprendre, il faut remonter quelques années en arrière.

La première armée du monde dans la « drôle de guerre »

Deux ans après qu'Hitler a accédé au pouvoir, l'Allemagne en 1935, en violation du traité de Versailles, réarme et rétablit le service militaire obligatoire. En conséquence, la France allonge la durée du service militaire à deux ans. En 1936, la Rhénanie est remilitarisée par l'Allemagne, là encore en violation du traité de Versailles. Léon Blum, président du Conseil, lance alors, sur une durée de quatre ans, un réarmement massif avec un crédit exceptionnel de quatorze milliards de francs et un emprunt de cinq milliards en 1937, pour créer des divisions de chars légers et lourds et pour achever la motorisation de divisions d'infanterie. En même temps, les mobilisations partielles des forces françaises répondent aux politiques et aux manœuvres allemandes successives. Un débat a longtemps existé, accusant le Front populaire d'avoir provoqué, à cause des grèves et de la réduction du temps de travail à quarante heures, des retards et des manques dans la fabrication de matériels. C'est là une vision partielle et orientée des responsabili-

tés¹. La politique économique du Front populaire n'est pas seule en cause, il faut aussi tenir compte du fait que les entreprises n'investissent pas, n'embauchent pas, et que les ressources financières manquent pour investir dans le matériel et dans une formation qualifiée pour la main-d'œuvre.

Les difficultés de modernisation de l'armée française conduisent l'état-major à penser que l'armée allemande est largement supérieure. Être seulement axé sur les présumés manquements du Front populaire conduit à oblitérer un élément important : jusqu'en 1938, l'opinion publique est majoritairement pacifiste, de même que les ministres de la Guerre, de l'Air et de la Marine. Les milieux économiques sont également réticents à l'entrée en guerre et les Alliés britanniques défendent la politique d'apaisement, si bien qu'une mobilisation générale n'est pas ordonnée, par crainte de provoquer une escalade débouchant sur la guerre. La première enquête d'opinion en France est réalisée en octobre 1938 par l'Institut français d'opinion politique : « Approuvez-vous les accords de Munich ? » 57 % des sondés soutiennent les accords, 37 % les dénoncent et 6 % ne se prononcent pas. Les rapports des préfets confirment cette tendance. Mais un deuxième sondage montre que 70 % des sondés considèrent qu'il faut résister à toute nouvelle exigence d'Hitler.

Le redressement économique de 1939 permet justement le démarrage des industries d'armements, au moment où la ligne Maginot, dont les crédits ont été votés en 1929, et qui est achevée depuis 1936, est armée. Tous estiment alors que cette ligne, considérée comme infranchissable, place la France à l'abri de tout danger. Les Français ne pensent donc pas perdre la guerre en 1939. Mais on comprend que cette grande confiance en la force militaire du pays est récente. Le sentiment d'une nouvelle puissance militaire est néanmoins symbolisé par le défilé de 350 chars sur les Champs-Élysées, le 14 Juillet 1939. Le général Gamelin, chef d'état-major de la Défense nationale, qui coordonne les trois armes, déclare que l'armée est prête.

La mobilisation en 1939 est bien acceptée et s'effectue dans la facilité, même si trois semaines s'écoulent entre cet appel à la population et la concentration des troupes. Le rappel des réservistes a profité des mobilisations partielles précédentes, l'armée française ayant été mise en alerte plusieurs fois depuis 1936 et la remilitarisation de la Rhénanie. Ainsi, les transports routiers et ferroviaires fonctionnent sans encombre.